

Document

La presse internationale s'interroge sur l'intervention en Libye

(lemonde.fr)

Le 20.06.11

Combien cela coûte-t-il aux contribuables des pays impliqués de bombarder la Libye ? Le quotidien *The Guardian* affiche en "une" de son site les questions qui taraudent les alliés : celle de la légitimité et celle du coût de leur intervention en Libye. Trois mois après le début des frappes aériennes, le 19 mars, l'OTAN a accusé, entre samedi 18 et dimanche 19 juin, deux bavures en l'espace de vingt-quatre heures. Des incidents qui peuvent *"remettre en question l'opération de l'OTAN en Libye, notamment chez les membres de l'OTAN qui n'ont jamais approuvé l'opération"*, souligne la télévision britannique BBC tandis que presses française et internationale évoquent le spectre de l'enlèvement.

"Les chefs d'état-major de l'air comme de la marine [français] tirent (...) la sonnette d'alarme", affirme *Le Parisien*. *"Si la guerre se prolonge encore plus que de raison, ils auront rapidement des problèmes de 'ressources humaines' et de 'régénération des forces et du matériel'"*, relaie le journal, qui chiffre le coût de l'opération en Libye pour la France à plus de 87 millions d'euros en trois mois.

MANQUE DE TRANSPARENCE

Pour les médias outre-Manche, cette addition demeure compliquée à établir. Dans un récit à la première personne, un journaliste du *Guardian* témoigne de l'impossibilité d'obtenir une réponse claire des autorités, de la défense au Trésor en passant par le ministère des affaires étrangères. *"Et cela, de la part d'un gouvernement qui se targue, sur le site Internet de Downing Street, d'être 'le plus ouvert et transparent du monde'"*, critique le quotidien.

Le journal s'en remet à une évaluation datant du mois de mai, qui cite des experts de la défense et des analystes de données : le coût de l'intervention pourrait s'établir entre 400 millions de livres (454 millions d'euros) et 1 milliard de livres (1,13 milliard d'euros). Des dépenses qui font débat en temps de restriction budgétaire. Selon certaines estimations, *"ce que paie le contribuable britannique pour bombarder Kadhafi pendant six mois est l'équivalent de quatre fois la réduction dans le budget dédié à la culture"*.

AUX ÉTATS-UNIS, GUERRE OUVERTE ENTRE LE CONGRÈS ET OBAMA

Aux Etats-Unis, le coût des bombardements apparaît clairement dans un rapport de la Maison Blanche publié par le *New York Times* : le 30 septembre 2011, il devrait s'élever à 1,1 milliard de dollars (772 millions d'euros). Au-delà de ces sommes, c'est la légalité de l'action qui fait question : le Congrès fustige le président Barack Obama, qui était passé outre l'avis des parlementaires pour intervenir militairement en Libye. Selon le quotidien, le chef de l'Etat américain aurait même *"ignoré l'opinion des plus hauts avocats au Pentagone et au ministère de la justice lorsqu'il a décidé qu'il pouvait légalement poursuivre la participation américaine à la guerre aérienne en Libye"*. Un texte voté en 1973 stipule, en effet, qu'en l'absence de l'autorisation du Congrès le retrait des troupes d'un conflit doit être achevé après quatre-vingt-dix jours, décompte atteint dimanche 19 juin. Le président de la Chambre des représentants, sous contrôle républicain, John Boehner a d'ailleurs menacé, jeudi 17 juin, de s'en prendre au financement de l'opération.

Mais l'opération de l'OTAN brouille les lignes partisans aux Etats-Unis et risque de diviser les membres du Congrès lors du vote attendu cette semaine sur une limitation de l'investissement militaire américain dans le pays. D'un côté se trouvent *"les démocrates contre la guerre et les Républicains agacés par l'usurpation de l'autorité du Congrès"* et de l'autre *"les démocrates fidèles au président et les faucons du Parti républicain qui défendent le rôle des Etats-Unis en Libye"*, explique le *New York Times*.

Dans une tribune acerbe publiée dans le *Washington Post*, George F. Will ne questionne pas le coût de l'intervention mais sa légitimité : *"Ça devait être une affaire de jours, pas de semaines, mais l'on entre dans*

le quatrième mois et l'OTAN s'est révélé une organisation militaire de plus en plus fallacieuse." Et le chroniqueur de prédire : "Et maintenant quoi ? Davantage d'improvisations incompetentes pendant de nombreux mois encore."